

# Le rapport Dexia ranime le clivage politique

Les débats sur le rapport de la Commission Dexia, ouverts hier à la Chambre, devraient aboutir ce jour à un vote. On retiendra des premiers échanges l'affrontement majorité-opposition.

DOMINIQUE LIESSE

Séance plénière sans grande surprise ce mercredi à la Chambre. Les députés étaient appelés à débattre du rapport et des recommandations rédigés au terme des travaux de la Commission spéciale sur la débâcle de Dexia.

Plus qu'un débat sur le fond, on retiendra surtout l'affrontement majorité-opposition. Un affrontement particulièrement virulent entre la représentante de Groen, Meyrem Almaci, et la socialiste francophone, Christiane Vienne.

Almaci, comme d'autres membres de l'opposition, a reproché aux partis de la majorité d'avoir refusé d'aller au fond des choses avec une commission d'enquête. «Il reste des questions en suspens telles que: comment les garanties ont-elles été établies en 2011? Pourquoi Leterne et Reynders ont-ils accepté de prendre un tel risque? Par rapport au délit d'initié, on nous dit que la FSMA enquête, mais nous n'en trouvons aucune trace dans le rapport. Il y a aussi l'audition de Mme Schwimmann (DG Concurrence, NDLR) qui affirme qu'elle n'a pas vu les Belges lors de négociations avec l'Europe», martèle Almaci.

Et Vienne de rétorquer: «Toutes les réponses à ces questions que vous présentez comme un complot sont dans le rapport. Si vous trouvez que le texte est incomplet et qu'il manque des éléments essentiels, pourquoi l'avoir voté?»

Raf Terwingen (CD & V) comme Joseph George (cdH) ont déclaré pour leur part qu'une commission d'enquête n'aurait pas abouti à d'autres conclusions.



Si Marie-Christine Marghem (MR) a défendu les travaux de la Commission, Jean-Marie De Decker (LDD) a joué le rôle de l'opposition en pointant les lacunes et les limites du rapport. © BELGA

Dirk Van Der Maelen a enfin appelé à plus de retenue. «Il y a des différences de vues entre nous, mais tentons de former un front uni pour protéger le citoyen d'une autre débâcle comme celle de Dexia.»

## Justice ou pas?

Luik Van Biesen (Open-VLD) reviendra, lui, sur le rôle de la Commission. «Il est préférable de ne pas se substituer à la justice. Le rôle du Parlement est clair. Il s'agit de transposer les recom-

mandations en proposition de loi.»

Jan Jambon (N-VA) l'interrogera donc: «La justice doit-elle se pencher sur la culpabilité d'Axel Miller et Pierre Richard pour la période 2006-2008 ou celle des actionnaires institutionnels davantage attachés aux dividendes et reportant de ce fait le deleveraging?»

«Notre rapport est une boîte à outils qui permet à ceux qui le souhaitent d'entamer des poursuites», a ajouté Marie-Christine Marghem (MR), recommandant aux intéressés de s'ad-

joindre à présent les services d'un avocat. Un avis partagé par Van Biesen.

Jean-Marie De Decker (LDD) et Georges Gilkinet ont également pointé du doigt l'absence d'Yves Leterne lors des auditions de la commission. «Les Français nous ont coulés, mais nous ne pouvons rien affirmer car Leterne n'a jamais répondu. Certes Reynders a déclaré: ce qui est bon pour la France est bon pour nous!», s'exclame De Decker ajoutant que

comme lors de la chute de Fortis les dirigeants belges semblaient dépassés par les événements. «Leterne n'est pas le sauveur du secteur bancaire!», a lâché l'ex-judoka.

## Tirer les leçons

Le ministre des Finances, Steven Vanackere (CD & V) est intervenu à la fin des échanges mercredi soir pour exprimer l'évaluation du gouvernement du travail accompli par la Commission Dexia. «La page n'est en

## EXPRESS

Après les cinq mois de travail, le rapport de la Commission Dexia est débattu ces mercredi et jeudi en séance plénière de la Chambre avec un vote attendu jeudi soir sur la cinquantaine de recommandations. La première journée a fait réapparaître le clivage politique entre opposition et majorité. La première reprochant à nouveau à la seconde de ne pas avoir institué une commission d'enquête. La seconde rétorquant que les conclusions n'auraient pas été autres.

aucun cas tournée. Les leçons doivent en effet être tirées», a-t-il assuré, insistant sur le fait que de nombreuses recommandations impliquent un soutien au niveau européen. Le ministre a aussi appelé à un changement des mentalités dans le secteur bancaire. Il est indispensable que le secteur lui-même «devienne et soit intégré», a-t-il déclaré.

Les débats se poursuivent ce jeudi. Ils devraient se conclure par le vote de la Chambre.